

The logo for JCDecaux, featuring the company name in a bold, dark blue sans-serif font. It is positioned to the right of a thin blue L-shaped line that forms a corner.

Rapport Financier Semestriel

1^{er} semestre 2021

29 juillet 2021

Table des matières

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2021	3
Communiqué financier des résultats du 1 ^{er} semestre 2021.....	3
Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2021	13
Perspectives.....	14
Transactions avec les parties liées	14
Facteurs de risques	14
 Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2021	 19
Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	19
Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.....	24
 Rapport des Commissaires aux Comptes	 32
 Attestation de la personne responsable du rapport semestriel.....	 33

COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS SEMESTRIELS 2021**Résultats du premier semestre 2021**

- **Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +0,6 % à 1 082,3 millions d'euros**
- **Chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de +2,9%, dont +80,2% au T2**
- **Marge opérationnelle ajustée de 31,4 millions d'euros, +93,2 millions vs S1 2020**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de -166,9 millions d'euros, +91,6 millions d'euros vs S1 2020**
- **Résultat net part du Groupe de -161,3 millions d'euros, +93,7 millions d'euros vs S1 2020**
- **Cash-flow disponible ajusté de -63,2 millions d'euros**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté au 3^{ème} trimestre attendue à plus de +20%**

Paris, le 29 juillet 2021 – JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2021.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2021, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Le chiffre d'affaires de notre Groupe a augmenté ce semestre de 0,6 % pour atteindre 1 082,3 millions d'euros soit une hausse du chiffre d'affaires organique de 2,9 % porté par un second trimestre meilleur qu'attendu à +80,2% de croissance organique grâce à une forte reprise de l'activité mobilier urbain dans toutes nos régions et plus particulièrement en Europe. Alors que le premier trimestre a été fortement impacté par d'importantes restrictions de mobilité liées au Covid-19 dans le monde entier, au second trimestre nos activités Mobilier Urbain et Affichage ont connu un fort rebond avec le retour de niveaux d'audience conséquents en ville à la suite de la levée progressive des mesures de confinement. L'activité Transport a continué à souffrir d'un nombre réduit de voyageurs dans les transports en commun et d'un trafic aérien international quasi-inexistant, les régions Amérique du Nord et Royaume-Uni étant les plus affectées alors que l'activité en Chine continentale a connu une croissance à deux chiffres grâce à un trafic aérien domestique proche du niveau pré Covid-19.

Le chiffre d'affaires digital (Digital Out of Home ou DOOH) représente au premier semestre 22,8% du chiffre d'affaires du Groupe avec notamment une dynamique très positive pour notre activité commerciale programmatique. La plateforme VIOOH, plateforme de vente programmatique la plus connectée du marché de la communication extérieure, est désormais active dans 13 pays après son lancement au second trimestre 2021 en Australie et en France.

Malgré une croissance des revenus limitée de 6,9 millions d'euros au premier semestre 2021, notre marge opérationnelle s'est fortement améliorée de 93,2 millions d'euros, pour redevenir positive à 31,4 millions d'euros, à comparer à une perte opérationnelle de -61,8 millions d'euros au premier semestre 2020, grâce à une composition des revenus favorable ce semestre aux activités roadside à marges plus élevées et grâce à la poursuite de nos mesures de réduction des coûts, y compris les allègements de loyers, la gestion des coûts de personnel et une réduction des frais généraux. Notre gestion toujours plus exigeante de nos investissements et de notre besoin en fonds de roulement combinée à l'absence de distribution de dividendes pour la deuxième année consécutive nous ont permis de contenir notre cash-flow disponible à un niveau de -63,2 millions d'euros au premier semestre 2021 et de maintenir notre dette nette quasiment stable sur un an à environ 1,2 milliard d'euros à fin juin 2021. En matière de RSE, nous avons continué à développer nos initiatives prééminentes et nos engagements forts ce semestre, en décidant notamment d'atteindre la neutralité carbone pour nos activités en France dès 2021.

En ce qui concerne le troisième trimestre 2021, malgré une visibilité faible notamment liée à la forte volatilité de l'activité publicitaire dans le monde et malgré des niveaux d'audience qui demeurent réduits dans certaines activités telles le trafic

aérien international et les transports en commun et qui pourraient prendre plus de temps pour retrouver leurs niveaux d'avant crise, nous prévoyons désormais une croissance du chiffre d'affaires organique ajusté supérieure à +20% du fait de tendances commerciales positives observées actuellement, avec certaines activités désormais proches de leurs niveaux pré-Covid-19, à condition toutefois que les restrictions de mobilité ne soient pas significativement renforcées.

Je tiens à remercier sincèrement nos équipes à travers le monde pour leur implication sans faille, leur résilience, leur agilité et leur capacité d'innovation.

En tant qu'entreprise de communication extérieure mondiale la plus digitalisée, alliée à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualifiées, à notre portefeuille diversifié, à notre faculté à remporter de nouveaux contrats, à la solidité de notre structure financière et à la qualité de nos équipes dans le monde, nous considérons que nous sommes bien placés pour bénéficier du rebond. Nous sommes plus que jamais convaincus de la puissance croissante de notre média dans un paysage publicitaire de plus en plus fragmenté et du rôle important qu'il continuera de jouer dans la reprise économique ainsi que dans les transformations positives de notre société. »

A la suite de l'application des normes IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014 et IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019, et conformément aux recommandations de l'AMF, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées :

- pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11,
 - pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).
- Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en page 6 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis ou les calculs de variations peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du Groupe pour le premier semestre 2021 est en hausse de +0,6% à 1 082,3 millions d'euros, avec une hausse organique (hors effets de change et de changement de périmètre) de 2,9%. Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires est en hausse de +1,7% en organique au premier semestre 2021.

Au second trimestre, le chiffre d'affaires ajusté du Groupe a augmenté de +78,5% pour atteindre 628,1 millions d'euros, avec une croissance organique de +80,2% par rapport au second trimestre 2020.

Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires est en hausse de +86,3% en organique au second trimestre 2021.

Chiffre d'affaires ajusté

m€	S1 2021			S1 2020			Variation 21/20		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	223,8	337,8	561,6	325,5	154,4	479,9	31,3%	118,9%	17,0%
Transport	151,6	186,8	338,4	281,7	141,2	423,0	46,2%	32,3%	20,0%
Affichage	78,9	103,4	182,4	116,3	56,3	172,6	32,1%	83,8%	5,7%
Total	454,3	628,1	1 082,3	723,6	351,9	1 075,4	37,2%	78,5%	0,6%

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté ^(a)

	Variation 21/20		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	-30,8%	118,4 %	17,2%
Transport	-42,7%	35,9%	-16,5%
Affichage	-25,7%	86,4%	10,9%
Total	-34,6%	80,2%	2,9%

(a) A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

m€	S1 2021	S1 2020	Croissance publiée	Croissance organique ^(a)
Asie-Pacifique	317,1	303,2	4,6%	6,8%
Europe ^(b)	307,6	283,9	8,4%	8,0%
France	225,5	189,2	19,2%	16,0%
Reste du Monde	102,9	108,2	-4,9%	14,2%
Royaume-Uni	80,7	98,5	-18,0%	-18,7%
Amérique du Nord	48,6	92,5	-47,5%	-42,7%
Total	1 082,3	1 075,4	0,6%	2,9%

(a) A périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

MOBILIER URBAIN

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2021 est en hausse de +17,0% à 561,6 millions d'euros, +17,2% en organique, grâce à un rebond de l'activité principalement à partir du second trimestre lorsque les restrictions de mobilité liées au Covid-19 ont été progressivement levées. La France, le Royaume-Uni et le Reste du Monde ont connu un fort rebond alors que l'Amérique du Nord a été la seule zone géographique avec une évolution négative du chiffre d'affaires sur la période.

Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, croît de +17,7% en organique par rapport au premier semestre 2020.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de 118,9% à 337,8 millions d'euros, soit une croissance organique de 118,4% comparé au second trimestre 2020. Toutes les zones géographiques, dont notamment l'Europe, ont connu de très fortes hausses du chiffre d'affaires comparé à un deuxième trimestre 2020 très difficile.

Le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, est en hausse de +140,0 % au deuxième trimestre 2021 par rapport au deuxième trimestre 2020.

TRANSPORT

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2021 est en baisse de -20,0% et s'établit à 338,4 millions d'euros, -16,5% en organique, fortement impacté par la pandémie du Covid-19, et reflétant une forte baisse du nombre de passagers de vols internationaux dans le monde, mais également, dans une moindre mesure, des trajets dans les transports en commun. L'Asie-Pacifique, avec un trafic aérien domestique supérieur aux niveaux pré-Covid en Chine et le Reste du Monde enregistrent une croissance de leurs chiffres d'affaires sur la période. L'Amérique du Nord et l'Europe ont encore fortement subi les restrictions au trafic aérien.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a progressé de +32,3% à 186,8 millions d'euros, soit une croissance organique de +35,9% par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. L'Europe et le Reste du Monde ont connu un fort rebond alors que l'Amérique du Nord a été la seule zone géographique avec un chiffre d'affaires en recul en raison de la fin du contrat avec les aéroports de New-York.

AFFICHAGE

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre augmente de +5,7% à 182,4 millions d'euros, +10,9% en organique. Toutes les zones géographiques ont connu une hausse de leurs chiffres d'affaires, l'Asie-Pacifique et l'Amérique du Nord ont connu les rebonds les plus prononcés, en ligne avec la forte reprise dans ces régions des audiences liées au trafic automobiles.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +83,8 % à 103,4 millions d'euros, soit une croissance organique de +86,4% par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière, avec les plus fortes hausses d'activité en Asie-Pacifique, au Royaume-Uni et en Amérique du Nord.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

Les mesures de restriction liées à l'épidémie de Covid-19 ont continué à avoir un effet majeur sur notre activité et sur nos niveaux de marges par segment. Les mesures fortes de réduction des coûts prises par le Groupe depuis le début de la crise du Covid-19 ont permis une augmentation de 93,2 millions d'euros de la marge opérationnelle, alors que le chiffre d'affaires n'augmentait dans le même temps que de 6,9 millions d'euros.

Au premier semestre 2021, la marge opérationnelle ajustée a atteint 31,4 millions d'euros, à comparer à -61,8 millions d'euros au premier semestre 2020. La marge opérationnelle ajustée s'est établie à 2,9% en pourcentage du chiffre d'affaires, une hausse de +860 points de base par rapport au premier semestre 2020, avec un levier opérationnel élevé du fait d'une composition des revenus favorable ce semestre aux activités *roadside* à marges plus élevées et grâce à la poursuite de nos mesures de réduction des coûts.

	S1 2021		S1 2020		Variation 21/20	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (m€)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	49,6	8,8%	(20,6)	-4,3%	+70,2	+1 310pb
Transport	(10,0)	-3,0%	(11,3)	-2,7%	+1,3	-30pb
Affichage	(8,2)	-4,5%	(30,0)	-17,4%	21,8	+1 290pb
Total	31,4	2,9%	(61,8)	-5,7%	+93,2	+860pb

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2021, la marge opérationnelle ajustée est en hausse de 70,2 millions d'euros à 49,6 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée s'établit à 8,8%, +1 310 points de base par rapport à l'année précédente.

Transport : Au premier semestre 2021, la marge opérationnelle ajustée est en hausse de 1,3 million d'euros, alors que le chiffre d'affaires est en baisse de 84,6 millions d'euros, grâce à nos mesures d'économies mises en œuvre depuis le début de la crise du Covid-19. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée demeure faible à -3,0%, une baisse de -30 points de base par rapport à l'année précédente.

Affichage : Au premier semestre 2021, la marge opérationnelle ajustée est en hausse de 21,8 millions d'euros. La marge opérationnelle ajustée s'établit à -4,5% du chiffre d'affaires, +1 290 points de base par rapport à l'année précédente.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

Au premier semestre 2021, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation augmente de 35,4%, et s'établit à -166,9 millions d'euros, contre -258,5 millions d'euros en 2020. Il représente -15,4 % du chiffre d'affaires, soit +860 points de base par rapport à 2020 (-24,0%). La hausse est principalement due à l'amélioration de la marge opérationnelle car les montants d'amortissements et de dépréciations sont restées globalement stables.

Une reprise nette de dépréciation totale de +3,5 millions d'euros a été comptabilisée au premier semestre 2021 en raison d'une reprise mécanique de provisions pour perte à terminaison, relatives aux tests de pertes de valeur des années précédentes. Aucune charge de dépréciation sur le goodwill n'a été enregistrée au premier semestre 2021. Une dépréciation des actifs corporels et incorporels et une reprise de provision pour perte à terminaison ainsi qu'une charge de dépréciation sur le goodwill avaient été comptabilisées au premier semestre 2020 pour un total de -60,6 millions d'euros, principalement lié à l'activité Affichage dans le Reste du Monde.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en hausse de 155,7 millions d'euros à -163,5 millions d'euros au premier semestre 2021 à comparer à -319,2 millions d'euros au premier semestre 2020.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

Au premier semestre 2021, les charges d'intérêts sur la dette de loyer IFRS 16 sont de -42,1 millions d'euros contre -68,3 millions d'euros au premier semestre 2020, une variation positive de 26,2 millions d'euros, venant principalement de l'effet mécanique de l'avancement des contrats.

Au premier semestre 2021, les autres charges financières nettes, hors IFRS 16 sont de -21,0 millions d'euros contre -14,2 millions d'euros au premier semestre 2020, cette variation de -6,8 millions d'euros correspondant principalement aux intérêts financiers en lien avec l'émission obligataire d'1 milliard d'euros en avril 2020.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au premier semestre 2021, le résultat des sociétés mises en équivalence est de -6,7 millions d'euros, en hausse par rapport au premier semestre 2020 (-14,6 millions d'euros), mais encore négatif car leur activité continue d'être impactée par la pandémie de la Covid-19.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au premier semestre 2021, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation est en hausse de 35,3 millions d'euros et s'établit à -163,7 millions d'euros, contre -199,0 millions d'euros au premier semestre 2020.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe est en hausse de 93,7 millions d'euros pour s'établir à -161,3 millions d'euros contre -254,9 millions d'euros au premier semestre 2020 en lien avec les dépréciations du premier semestre 2020 rappelées ci-dessus.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2021, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) ont été significativement ajustés à la baisse de -29,2% de 84,5 millions d'euros au premier semestre 2020 à 59,8 millions d'euros. Les investissements pour poursuivre la digitalisation dans les emplacements premium et pour déployer notre plateforme de vente programmatique ont été maintenus.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2021, le cash-flow disponible ajusté est de -63,2 millions d'euros globalement en ligne avec les investissements de la période.

Les flux opérationnels nets des coûts de maintenance demeurent négatifs à -74,4 millions d'euros mais en amélioration de 77,3 millions d'euros comparé au premier semestre 2020 grâce à la hausse de la marge opérationnelle et à la baisse

des impôts payés sur la période, en partie compensées par les intérêts financiers payés en lien avec la hausse de l'endettement brut et d'autres charges non-récurrentes.

Les besoins en fonds de roulement ont baissé fortement, de 71,0 millions d'euros, du fait d'une gestion serrée des encaissements et des paiements, et compensent la variation négative des flux opérationnels nets des coûts de maintenance.

DIVIDENDE

Pour la deuxième année consécutive, l'Assemblée Générale, qui s'est tenue le 20 mai 2021 a décidé de ne pas distribuer de dividende afin de renforcer les liquidités et le bilan de la société ainsi que sa flexibilité financière en réponse à la crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de la Covid-19.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette est restée globalement stable à 1 163,3 millions d'euros au 30 juin 2021, en légère hausse comparée à un niveau de 1 086,3 millions d'euros au 31 décembre 2020, mais en baisse comparée à un niveau de 1 178,6 millions d'euros au 30 juin 2020.

DROITS D'UTILISATION & DETTES DE LOYERS, IFRS 16

Les droits d'utilisation IFRS 16 au 30 juin 2021 sont de 3 090,8 millions d'euros comparés à 3 416,5 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une baisse relative à l'amortissement des droits d'utilisation, aux renégociations de contrats, partiellement compensée par les impacts de change, de nouveaux contrats, des contrats étendus et des contrats renouvelés.

Les dettes de loyers IFRS 16 ont diminué de 356,2 millions d'euros, passant de 4 145,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 à 3 789,6 millions d'euros au 30 juin 2021, la baisse des dettes de loyers correspondant à des loyers payés et renégociés, partiellement compensée par des impacts de change, de nouveaux contrats, des contrats étendus et des contrats renouvelés.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1^{er} janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'utilisation à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. Pour le cash-flow disponible, l'impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business est retraité. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- D'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;
- D'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

Au premier semestre 2021, les impacts des normes IFRS 11 et IFRS 16 sur nos agrégats ajustés sont de :

- -87,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur le chiffre d'affaires ajusté (-106,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2020) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 994,4 millions d'euros (968,6 millions d'euros au premier semestre 2020).
- -16,0 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 395,4 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle ajustée (-11,2 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 567,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier

semestre 2020) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 410,8 millions d'euros (494,3 millions d'euros au premier semestre 2020).

- -6,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 48,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (1,0 million d'euros pour la norme IFRS 11 et 105,9 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2020) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de -125,3 millions d'euros (-151,6 millions d'euros au premier semestre 2020).
- -6,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 48,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (1,0 million d'euros pour la norme IFRS 11 et 105,9 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2020) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de -121,8 millions d'euros (-212,3 millions d'euros au premier semestre 2020).
- 1,5 million d'euros pour la norme IFRS 11 sur les investissements ajustés (3,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2020) ; les investissements IFRS sont donc de -58,4 millions d'euros (-81,0 millions d'euros au premier semestre 2020).
- 0,8 million d'euros pour la norme IFRS 11 et 317,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le cash-flow disponible ajusté (-12,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 329,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2020) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 254,6 millions d'euros (386,3 millions d'euros au premier semestre 2020).

Une réconciliation complète entre les données ajustées et les données IFRS est disponible page 10 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-1,4 million d'euros au premier semestre 2021 et -0,2 million d'euros au premier semestre 2020).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture) et excluant les dettes locatives, IFRS 16.

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liés aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	S1
CA ajusté 2020	(a)	723,6	351,9	1 075,4
CA IFRS 2021	(b)	416,7	577,7	994,4
Impacts IFRS 11	(c)	37,6	50,3	87,9
CA ajusté 2021	(d) = (b) + (c)	454,3	628,1	1 082,3
Impacts de change	(e)	10,6	4,8	15,4
CA ajusté 2021 aux taux de change 2020	(f) = (d) + (e)	464,9	632,8	1 097,7
Variation de périmètre	(g)	8,0	1,0	9,0
CA organique ajusté 2021	(h) = (f) + (g)	472,9	633,9	1 106,8
Croissance organique	(i) = (h) / (a) - 1	-34,6%	80,2%	2,9%

m€	Impact des taux de change au 30 juin 2021
USD	4,4
HKD	4,1
BRL	2,7
AUD	(6,0)
Autres	10,2
Total	15,4

Taux de change moyen	S1 2021	S1 2020
USD	0,8296	0,9074
HKD	0,1069	0,1169
BRL	0,1541	0,1848
AUD	0,6399	0,5961

Prochaines informations :

Chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2021 : 4 novembre 2021 (après marché)

Chiffres clés de JCDecaux

- Chiffre d'affaires 2020 : 2 312m€ - Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2021 : 1 082,3 m€
- Une présence dans 3 670 villes de plus de 10 000 habitants
- Une audience journalière de plus de 840 millions de personnes dans plus de 80 pays
- 10 230 collaborateurs
- Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce
- 1^{ère} entreprise de Communication Extérieure ayant rejoint RE100 (engagement vers le 100 % d'énergies renouvelables)
- JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices Euronext 100 et Euronext Family Business
- JCDecaux est référencé en matière de performance extra-financière dans les classements FTSE4Good, MSCI et CDP
- 964 760 faces publicitaires dans le monde
- N°1 mondial du mobilier urbain (489 500 faces publicitaires)
- N°1 mondial de la publicité dans les transports avec 156 aéroports et 249 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (329 790 faces publicitaires)
- N°1 européen de l'affichage grand format (129 970 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Europe (615 530 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (216 590 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (66 120 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Afrique (22 500 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure au Moyen-Orient (15 350 faces publicitaires)

Pour plus d'information : www.jcdecaux.com.

Retrouvez-nous sur [Twitter](#), [LinkedIn](#), [Facebook](#), [Instagram](#) et [YouTube](#)

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Albert Asséraf

01 30 79 79 35 – albert.asseraf@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Rémi Grisard

01 30 79 79 93 – remi.grisard@jcdecaux.com

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2021				S1 2020			
m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾	IFRS
Chiffre d'affaires	1 082,3	(87,9)	(0,0)	994,4	1 075,4	(106,9)	-	968,6
Charges d'exploitation nettes	(1 050,9)	71,9	395,4	(583,6)	(1 137,3)	95,7	567,3	(474,3)
Marge opérationnelle	31,4	(16,0)	395,4	410,8	(61,8)	(11,2)	567,3	494,3
Pièces détachées de maintenance	(15,8)	0,4	0,0	(15,4)	(12,7)	0,4	-	(12,2)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(170,6)	9,2	(365,4)	(526,8)	(177,9)	12,4	(461,7)	(627,2)
Autres produits et charges opérationnels	(12,0)	0,1	17,9	6,1	(6,1)	(0,6)	0,2	(6,5)
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	(166,9)	(6,3)	48,0	(125,3)	(258,5)	1,0	105,9	(151,6)
Charges nettes de dépréciation ⁽²⁾	3,5	0,0	0,0	3,5	(60,6)	-	-	(60,6)
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	(163,5)	(6,3)	48,0	(121,8)	(319,2)	1,0	105,9	(212,3)

⁽¹⁾ Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.⁽²⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint.

Tableau de flux de trésorerie	S1 2021				S1 2020			
m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾	IFRS
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	(74,4)	(0,4)	283,5	208,6	(151,7)	9,6	365,1	223,0
Variation du besoin en fonds de roulement	71,0	(0,2)	33,5	104,3	305,7	(25,9)	(35,6)	244,3
Flux nets des activités opérationnelles	(3,4)	(0,6)	317,0	312,9	154,0	(16,3)	329,6	467,3
Investissements	(59,8)	1,5		(58,4)	(84,5)	3,5	-	(81,0)
Cash-flow disponible	(63,2)	0,8	317,0	254,6	69,5	(12,8)	329,6	386,3

⁽¹⁾ Impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business des sociétés contrôlées.

FAITS MARQUANTS DU 1^{er} SEMESTRE 2021

Principaux contrats remportés

En mai, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Belgique venait de remporter, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain de la ville de Bruxelles (zone métropolitaine Bruxelles Capitale : 1,2 million d'habitants), Capitale de la Belgique et siège de plusieurs institutions de l'Union européenne. Précédemment détenu par un concurrent, ce contrat exclusif de 15 ans effectif à compter du 15 juin porte sur le design, l'installation, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de 335 abribus et 215 Mobiliers Urbains Pour l'Information (MUPIs). Des écrans digitaux seront par ailleurs installés aux endroits les plus stratégiques de la ville, proposant des messages contextualisés, géolocalisés et en temps réel. Véritables concentrés d'innovations, ils alterneront informations locales et publicités, accompagnant ainsi le quotidien des citoyens tout en offrant à la ville et aux annonceurs souplesse, réactivité et visibilité exceptionnelle dans leurs communications. Parallèlement et grâce aux technologies déployées par JCDecaux, la ville bénéficiera également d'innovations lui permettant en particulier de piloter directement sa propre communication sur les écrans digitaux.

Autres événements

- **Groupe**

En février, JCDecaux a annoncé être référencé dans l'indice FTSE4Good du FTSE Russell avec une note de 4,6/5 récompensant ses performances environnementales, sociales et de gouvernance. Présent dans les indices FTSE4Good depuis 2014, JCDecaux affiche cette année une performance globale renforcée de 4,6/5 (vs. 4,5 fin 2019), bien au-dessus de la moyenne du secteur Media qui s'élève à 2,8/5 (en baisse par rapport à l'année passée). Cet écart entre la notation de JCDecaux et la moyenne du secteur est très marqué sur tous les critères de notation ESG : Environnement (1,9/5 pour le secteur vs. 5/5 pour JCDecaux), Social (2,4/5 pour le secteur vs. 4,3/5 pour JCDecaux) et Gouvernance (3,8/5 pour le secteur vs. 4,7/5 pour JCDecaux).

En mars, JCDecaux a annoncé être à nouveau référencé dans le classement « Responsabilité Sociale des Entreprises » de l'agence de notation MSCI avec la note maximale de AAA. Triple A depuis 2018, JCDecaux a obtenu en 2020 la note maximale de l'agence de notation avec une notation globale de 6,7/10, bien au-dessus de la moyenne du secteur s'élevant à 4,2/10.

En mars, JCDecaux a annoncé qu'Albert Asseraf succédera à partir du 12 avril 2021 en tant que Directeur général Communication et Nouveaux Usages à Agathe Albertini, cette dernière ayant souhaité quitter JCDecaux pour développer une activité entrepreneuriale, et élargira ainsi ses actuelles fonctions.

En mai, prolongeant ses engagements et innovations en matière de développement durable, JCDecaux a annoncé la création du premier calculateur d'empreinte environnementale, économique et sociale des campagnes. Fidèle à sa vision pionnière du développement durable et des enjeux sociétaux, JCDecaux a opté pour un outil de mesure exhaustif. Empreinte 360 sera disponible dès l'automne 2021 en France et permettra d'informer, en toute transparence, les annonceurs de l'impact des campagnes qu'ils confient à JCDecaux. Cet outil sera également ouvert aux communications des collectivités sur les mobiliers urbains d'information dans sa prochaine évolution.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats semestriels 2021, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

En ce qui concerne le troisième trimestre 2021, malgré une visibilité faible notamment liée à la forte volatilité de l'activité publicitaire dans le monde et malgré des niveaux d'audience qui demeurent réduits dans certaines activités telles le trafic aérien international et les transports en commun et qui pourraient prendre plus de temps pour retrouver leurs niveaux d'avant crise, nous prévoyons désormais une croissance du chiffre d'affaires organique ajusté supérieure à +20% du fait de tendances commerciales positives observées actuellement, avec certaines activités désormais proches de leurs niveaux pré-Covid-19, à condition toutefois que les restrictions de mobilité ne soient pas significativement renforcées.

Je tiens à remercier sincèrement nos équipes à travers le monde pour leur implication sans faille, leur résilience, leur agilité et leur capacité d'innovation.

En tant qu'entreprise de communication extérieure mondiale la plus digitalisée, alliée à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualifiées, à notre portefeuille diversifié, à notre faculté à remporter de nouveaux contrats, à la solidité de notre structure financière et à la qualité de nos équipes dans le monde, nous considérons que nous sommes bien placés pour bénéficier du rebond. Nous sommes plus que jamais convaincus de la puissance croissante de notre média dans un paysage publicitaire de plus en plus fragmenté et du rôle important qu'il continuera de jouer dans la reprise économique ainsi que dans les transformations positives de notre société. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 7 de l'« Annexe aux comptes consolidés annuels » en page 12 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe est confronté à un ensemble de risques internes et externes susceptibles d'affecter la réalisation de ses objectifs, son activité ou sa situation financière.

Le Groupe hiérarchise chacun des risques identifiés puis les regroupe autour de 6 grandes familles de risque, dans lesquelles se retrouvent notamment les risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra-Financière.

- Fraude, Corruption, entente
- Conformité aux lois et réglementation
- Risques financiers
- Risques stratégiques
- Risques opérationnels
- Risques exogènes

Les principaux risques de l'entreprise sont présentés dans le graphique ci-dessous et détaillés dans les chapitres suivants :



Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère que ceux présentés sont les plus significatifs.

1. Famille : Risques de Fraude, Corruption, Entente

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques relatifs à l'éthique des affaires à diverses étapes de la chaîne de valeurs : dans les relations avec ses clients (annonceurs, agences notamment), avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport notamment) ou avec ses fournisseurs.

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière : Risques liés à la réputation du Groupe et au non-respect de l'éthique des affaires.

L'activité du Groupe est en effet très fortement liée à la qualité et l'intégrité des relations entretenues avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport...). La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son activité et, en particulier, à son accès aux différents marchés publics et privés. La conduite éthique des affaires est aussi un enjeu important permettant de préserver la pérennité des relations avec les clients annonceurs et les partenaires du Groupe, et de maintenir sa réputation d'excellence sur le marché. JCDecaux est enfin particulièrement vigilant au respect de l'éthique des affaires dans le cadre des opérations de croissance externe, notamment dans les pays considérés comme sensibles sur le plan de la corruption.

Le Groupe a consigné, dès 2001, dans une Charte Ethique, les principes et règles éthiques à respecter dans la conduite des affaires du Groupe. Cette Charte Ethique fait l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des sociétés et des collaborateurs du Groupe.

2. Famille : Conformité aux lois et réglementation

Plusieurs risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière se retrouvent dans cette famille :

- Risque lié au non-respect des Droits Humains / Salariés

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 75 pays et 24 % des ETP du Groupe se situent dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe doivent bénéficier du respect de leurs droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

JCDecaux a mis en place un processus spécifique visant à déployer son Corpus de Chartes et assurer un socle de droits fondamentaux pour l'ensemble de ses collaborateurs.

- **Risque lié au non-respect des Droits Humains / Fournisseurs**

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseurs dont il exige la ratification.

JCDecaux a mis en place un processus spécifique visant à déployer son Corpus de Chartes et assurer un socle de droits fondamentaux pour l'ensemble de ses collaborateurs » ainsi que pour ses sous-traitants.

- **Risque lié à la protection des données à caractère personnel et au non-respect de la vie privée**

A l'ère du digital et de la connectivité, la donnée est au cœur des métiers de JCDecaux. Dans le cadre des activités et services délivrés par le Groupe (accès Wi-Fi, Vélos en Libre-Service, relations commerciales, organisation d'événements, sites Internet, etc.), JCDecaux est amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel relatives à des milliers de personnes extérieures au Groupe. Il est de sa responsabilité de garantir à chacune d'entre elles la protection de sa vie privée et de ses données à caractère personnel ainsi que l'exercice des droits dont elle bénéficie, dans le respect des réglementations applicables.

Afin de réduire le risque associé à des traitements non-responsables ou à des violations de données, JCDecaux a mis en place un dispositif dédié :

- une gouvernance spécifique a été mise en place : constitution d'un Comité de pilotage « RGPD », nomination d'un Data Protection Officer (DPO) ou d'un Privacy Manager dans chaque filiale localisée au sein de l'UE, implication de la Direction Juridique de chaque pays/zone hors UE
- des politiques et procédures dédiées à la protection des données personnelles ont été publiées et déployées sur l'ensemble des entités Groupe concernées.
- des actions de formation (digital learning) ont été menées afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à ces enjeux.
- Afin d'assurer la sécurité des Systèmes d'Information, un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), assisté d'un réseau de correspondants régionaux et de managers SI présents dans chaque pays du Groupe, déploie la Politique Sécurité Informatique de JCDecaux.

3. Famille : Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé à des risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Le principal risque identifié sur cette famille est le Risque lié à la conjoncture économique.

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction générale du budget communication des annonceurs.

La crise économique suite à la crise sanitaire de la Covid-19 illustre parfaitement ce risque de retournement brutal et non prévisible des marchés.

Le Groupe doit en outre faire face au caractère cyclique du marché de la publicité. Notre secteur d'activité est fortement lié à l'évolution du PIB des pays dans lesquels le Groupe est présent. Une accélération ou un ralentissement significatif de l'activité économique d'un pays peut impacter substantiellement le niveau d'activité, et donc le chiffre d'affaires du Groupe.

La présence du Groupe sur des marchés géographiquement diversifiés permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des pays dans lesquels il est implanté.

La Direction Générale et la Direction financière du Groupe demeurent particulièrement attentives aux structures de coûts et adoptent des plans d'action pour maintenir le niveau de rentabilité du Groupe.

4. Famille : Risques stratégiques

Par son activité, le Groupe peut être confronté à plusieurs risques stratégiques (notamment la dépendance à l'égard des dirigeants, l'attractivité de la marque employeur ou la capacité à adresser les changements de business model).

Parmi les 3 principaux risques de cette famille, le risque « Risque de Piratage digital des mobiliers et de diffusion de contenu inapproprié » est traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière.

- **Risque de piratage digital des mobiliers et de diffusion de contenu inapproprié**

Présent dans 80 pays, JC Decaux opère du digital dans 47 d'entre eux par l'intermédiaire de près de 30 000 mobiliers actifs. Pour le Groupe, toute tentative externe ou interne d'accéder aux écrans numériques de ces mobiliers dans le but de diffuser des messages non contrôlés est un risque majeur, susceptible d'impacter ses résultats comme d'affecter sa réputation et sa capacité à proposer une offre numérique crédible aux clients annonceurs. Avec des effets d'autant plus graves que les messages diffusés sont offensants et néfastes. Dans un contexte de numérisation croissante des activités,

la sécurisation de l'accès au réseau, aux systèmes informatiques et aux données du Groupe est une priorité afin de protéger la valeur de l'entreprise.

JCDecaux a mis en place depuis plusieurs années une politique IT complète pour se prémunir du risque de tentatives de piratage de son contenu numérique. Sous la responsabilité Corporate de la Direction des Infrastructures, une politique robuste de sécurité informatique a été mise en place, avec le déploiement de principes d'architecture, d'un outil de monitoring, de procédures, de plans d'action et d'une batterie d'outils (contrôles, tests de vulnérabilité...) pour assurer la sécurité digitale pour couvrir l'ensemble des risques identifiés.

- Risque d'attaque informatique sur les systèmes clés de l'entreprise

Le Groupe s'appuie sur des systèmes d'information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités. Ces protections concernent notamment la plateforme informatique en charge de la préparation et de la diffusion des campagnes publicitaires digitales. Cette plateforme s'appuie sur un réseau privé et est opérée par les équipes JCDecaux conformément à des règles strictes de contrôle et d'audit de bout en bout des accès. Elle est surveillée 24h/24 et 7j/7 afin de détecter puis de traiter en temps réels les éventuelles anomalies de fonctionnement. Par ailleurs, des plans de reprise d'activité visant à garantir la continuité des opérations du Groupe sont testés plusieurs fois par an. En outre, afin d'améliorer de façon continue la sécurité des systèmes informatiques et limiter les conséquences d'éventuels dysfonctionnements sur les métiers du Groupe, les différents risques (sinistre affectant les centres informatiques, défaillance d'équipements, de moyens en télécommunication, manquements aux règles de sécurité, erreurs humaines, ...) sont régulièrement évalués. Ces évaluations donnent lieu au renforcement des moyens mis en place et/ou au développement de nouvelles protections permettant d'améliorer la lutte contre les tentatives d'intrusion, la divulgation d'informations confidentielles, la perte ou l'altération de données, la perte de traçabilité, etc.

- Risque lié à l'accroissement des dispositifs réglementaires visant à réduire la publicité

D'un point de vue général concernant la famille « conformité aux lois et à la réglementation », le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent, en ce qui concerne :

- le type (affichage analogique/digital), la luminosité, la densité, la taille et l'implantation des supports publicitaires et du Mobilier Urbain en agglomération et hors agglomération) : les réglementations évoluent généralement vers une diminution du nombre global de dispositifs publicitaires et/ ou une réduction de leur taille, et les autorités locales s'orientent vers une application plus stricte des réglementations existantes. Une partie des dispositifs publicitaires, notamment dans le domaine de l'affichage, pourrait ainsi à terme devoir être retirée ou repositionnée dans certains pays.
- la nature des messages publicitaires diffusés (en particulier, interdiction et/ou restriction de la publicité sur l'alcool et le tabac dans certains pays) : concernant la publicité relative aux boissons alcoolisées, la réglementation est très variable d'un pays de l'Union Européenne à l'autre, incluant l'interdiction totale d'affichage ou son autorisation uniquement sur les points de vente ou dans un périmètre limité : à titre d'exemple, en Irlande et depuis une loi publiée en octobre 2018, la publicité relative à l'alcool est interdite dans un périmètre de 200 m autour des écoles et crèches ainsi que dans les transports publics ; cependant, la majorité des Etats de l'Union a adopté des mesures législatives simplement restrictives réglementant le contenu, la présentation et/ou les périodes de diffusion autorisées de certaines publicités. En dehors de l'Union Européenne, la publicité relative aux boissons alcoolisées est également réglementée.

En France, en 2020, plusieurs propositions de loi ont été déposées ; il est évidemment impossible de mesurer les conséquences de dispositions dont on ignore le contenu, mais il est à attendre un durcissement de certaines réglementations existantes. Il en est de même dans certains autres pays : à Londres, par exemple, le Maire a décidé d'interdire la publicité pour les produits HFS sur les actifs publicitaires de TFL (Transport for London) ; à Amsterdam, une proposition de loi vise à interdire la publicité pour les énergies fossiles.

JCDecaux dispose, en France, des compétences et a mis en place l'organisation afin d'anticiper au mieux et de gérer ce risque. La pression réglementaire est une pression forte et ancienne (via notamment, en France, les Règlements Locaux de Publicité qui réglementent les dispositifs situés en extérieur)

Sur nos autres géographies, nous n'avons pas identifié de pression similaire nécessitant à ce stade, la mise en place d'une organisation comme celle présente en France.

Par ailleurs, s'agissant des sujets de développement durable principal objet des propositions, le groupe a pris depuis plusieurs années de nombreuses mesures. JCDecaux est la seule entreprise du secteur de la communication extérieure au monde à avoir rejoint en 2019 le RE 100 (coalition internationale des entreprises engagées vers l'objectif 100% énergies renouvelables) et intégré la liste A du CDP (anciennement Carbon Disclosure Project). Le Groupe est aussi référencé en matière de performance extra-financière dans l'indice FTSE4Good et le classement MSCI. En France, la mobilisation continue en termes d'engagement environnemental, depuis de nombreuses années, permettra à JCDecaux d'atteindre la neutralité carbone pour l'ensemble de ses activités en France en 2021

5. Famille : Risques opérationnels

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques opérationnels liés à ces différentes activités (notamment lors de la vente d'espaces publicitaires ou lors des activités d'affichage, d'entretien et de maintenance).

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière : Risques liés à la Santé Sécurité des collaborateurs et sous-traitants.

JCDecaux réunit plus de 400 métiers différents, de la conception du mobilier urbain à la commercialisation des espaces publicitaires, en passant par l'entretien et la maintenance des mobiliers et dispositifs publicitaires. Le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 51 % de l'effectif total du Groupe en 2018, est plus exposé aux risques d'accidents et incidents, de par ses activités. Ces dernières peuvent inclure le travail en hauteur, l'usage d'électricité ou la proximité d'équipement électriques, la conduite routière ou la proximité de routes ou voies ferrées, le travail dans des lieux où la « concentration » du public est forte (aéroports, gares, métros, trottoirs...).

JCDecaux a mis en place une Politique Santé-Sécurité Groupe.

6. Famille : Risques exogènes

Cette famille regroupe l'ensemble des risques liés à des catastrophes naturelles ou liés à des facteurs externes d'ordre social ou politique ou épidémiologique : en effet, du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut par exemple subir les effets d'une période d'instabilité économique ou politique.

COMPTES CONSOLIDÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2021**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2021	31/12/2020
Goodwill		1 607,7	1 592,8
Autres immobilisations incorporelles		513,2	534,1
Immobilisations corporelles		1 220,1	1 261,3
Droits d'utilisation	§ 4.2	3 090,8	3 416,5
Titres mis en équivalence		385,3	392,5
Autres actifs financiers		158,3	161,4
Impôts différés actif		146,6	119,0
Créances d'impôts sur les sociétés		0,9	0,9
Autres créances		10,3	9,8
ACTIFS NON COURANTS		7 133,3	7 488,3
Autres actifs financiers		9,2	3,4
Stocks		174,5	172,6
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	3,7	1,7
Clients et autres débiteurs	§ 4.3	674,1	697,4
Créances d'impôts sur les sociétés		40,8	37,3
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.5	45,8	57,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.5	1 274,6	1 607,8
ACTIFS COURANTS		2 222,8	2 577,9
TOTAL DES ACTIFS		9 356,0	10 066,2

Capitaux propres et passifs

En millions d'euros

30/06/2021

31/12/2020

Capital		3,2	3,2
Primes		608,5	608,5
Réserves consolidées		1 167,4	1 775,7
Résultat net part du Groupe		-161,3	-604,6
Autres éléments des capitaux propres		-161,1	-187,5
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		1 456,8	1 595,4
Participations ne donnant pas le contrôle		21,0	17,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.4	1 477,7	1 613,0
Provisions		369,0	368,7
Impôts différés passif		92,9	98,8
Dettes financières	§ 4.5	2 152,5	2 147,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		105,8	105,1
Dettes locatives	§ 4.6	2 773,8	3 088,0
Autres créditeurs		11,6	10,5
Passifs d'impôt exigible		0,0	0,0
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	0,0	0,0
PASSIFS NON COURANTS		5 505,6	5 818,5
Provisions		60,4	63,1
Dettes financières	§ 4.5	314,6	587,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		5,3	6,3
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	7,8	4,4
Dettes locatives	§ 4.6	1 015,7	1 057,8
Fournisseurs et autres créditeurs		945,3	882,1
Passifs d'impôt exigible		11,1	19,2
Concours bancaires	§ 4.5	12,6	14,2
PASSIFS COURANTS		2 372,7	2 634,7
TOTAL DES PASSIFS		7 878,3	8 453,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		9 356,0	10 066,2

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2021	1er semestre 2020
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 4.7	994,4	968,6
Coûts directs d'exploitation		-363,2	-253,6
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-220,5	-220,7
MARGE OPÉRATIONNELLE		410,8	494,3
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-523,3	-639,8
Perte de valeur des goodwill		0,0	-48,0
Pièces détachées maintenance		-15,4	-12,2
Autres produits opérationnels		25,4	11,0
Autres charges opérationnelles		-19,3	-17,5
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 4.8	-121,8	-212,3
Charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16		-42,1	-68,3
Produits financiers		1,6	2,0
Charges financières		-24,1	-16,4
Résultat financier hors IFRS 16		-22,4	-14,3
RÉSULTAT FINANCIER	§ 4.9	-64,6	-82,7
Impôts sur les bénéfices	§ 4.10	33,6	43,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.11	-6,7	-14,6
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		-159,4	-265,8
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		1,9	-10,8
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		-161,3	-254,9
Résultat de base par action (en euros)		-0,758	-1,198
Résultat dilué par action (en euros)		-0,758	-1,198
Nombre moyen pondéré d'actions		212 857 730	212 750 443
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		212 857 730	212 750 443

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2021	1er semestre 2020
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		-159,4	-265,8
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾		17,5	-81,4
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		0,3	-0,8
Couverture des flux de trésorerie		0,5	0,2
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		-0,2	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-4,8	-5,4
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		13,2	-87,5
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		8,3	-5,0
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-3,2	0,8
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		7,4	-1,5
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		12,5	-5,7
Total des autres éléments du résultat global		25,7	-93,2
RÉSULTAT GLOBAL		-133,7	-358,9
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		1,3	-17,7
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		-134,9	-341,2

(1) Sur le premier semestre 2021, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement 7,9 millions d'euros pour Hong Kong, 7,8 millions d'euros pour le Royaume-Uni, 3,7 millions d'euros pour l'Afrique du sud et -2,9 millions d'euros pour les Etats-Unis.

Sur le premier semestre 2020, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -17,0 millions d'euros sur le Mexique, -14,3 millions d'euros sur le Brésil, -13,9 millions d'euros sur l'Afrique du Sud, -13,0 millions d'euros sur le Royaume-Uni et -13,0 millions d'euros sur l'Australie. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -1,3 million d'euros suite aux variations de périmètre.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2020

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère														
En millions d'euros	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Autres éléments des capitaux propres							Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
					Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels / planonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2019	3,2	608,5	-0,6	1 776,4	0,9	-0,1	-100,2	0,9	-58,2	0,8	-155,9	2 231,5	36,8	2 268,3
Augmentation / Diminution de capital												0,0	0,0	0,0
Variation d'actions propres ⁽¹⁾			-2,3	-0,6								-3,0	0,0	-3,0
Achat			-15,5									-15,5		-15,5
Vente			13,1	-0,6								12,5		12,5
Distributions de dividendes												0,0	-8,5	-8,5
Paievements en actions												0,0	0,0	0,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾												0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre				0,1			0,0				0,0	0,1	0,9	1,1
Résultat de l'ensemble consolidé				-254,9								-254,9	-10,8	-265,8
Autres éléments du Résultat global					0,2		-80,7		-5,7	0,0	-86,3	-86,3	-6,9	-93,2
Résultat global	0,0	0,0	0,0	-254,9	0,2	0,0	-80,7	0,0	-5,7	0,0	-86,3	-341,2	-17,7	-358,9
Autres				0,1			0,0				0,0	0,1	0,1	0,2
Capitaux propres au 30 juin 2020	3,2	608,5	-3,0	1 521,1	1,0	-0,1	-180,9	0,9	-63,9	0,8	-242,2	1 887,7	11,7	1 899,4

(1) Variation des actions propres de JCDecaux SA dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(2) Il n'y a pas sur le premier semestre 2020 de nouvel engagement ou d'exercice d'engagements d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -0,2 million d'euros sur le premier semestre 2020.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2021

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère														
En millions d'euros	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Autres éléments des capitaux propres							Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
					Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels / planonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2020	3,2	608,5	-1,5	1 172,5	0,8	-0,1	-125,9	0,9	-64,0	0,8	-187,5	1 595,4	17,7	1 613,0
Augmentation / Diminution de capital (1)												0,0	0,1	0,1
Variation d'actions propres (2)			0,6	0,3								0,9		0,9
Achat			-10,2									-10,2		-10,2
Vente			10,8	0,3								11,1		11,1
Distributions de dividendes												0,0	-4,2	-4,2
Paievements en actions												0,0		0,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (3)												0,0	1,8	1,8
Variations de périmètre (4)				-4,4			0,0				0,0	-4,4	4,4	0,0
Résultat de l'ensemble consolidé				-161,3								-161,3	1,9	-159,4
Autres éléments du Résultat global					0,5		13,3		12,6		26,4	26,4	-0,6	25,7
Résultat global	0,0	0,0	0,0	-161,3	0,5	0,0	13,3	0,0	12,6	0,0	26,4	-134,9	1,3	-133,7
Autres				-0,2			0,0				0,0	-0,2		-0,2
Capitaux propres au 30 juin 2021	3,2	608,5	-0,8	1 006,9	1,3	-0,1	-112,6	0,9	-51,4	0,8	-161,1	1 456,8	21,0	1 477,7

(1) Augmentation de capital des sociétés contrôlées.

(2) Variation des actions propres de JCDecaux SA dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(3) Paiement à un partenaire de l'engagement d'achat de sa participation dans une société contrôlée. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,4 million d'euros sur le premier semestre 2021.

(4) Mouvements de périmètre liés à l'acquisition de minoritaires au Royaume-Uni et aux acquisitions réalisées en 2020 dont les actifs et passifs avaient été déterminés de manière provisoire.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Résultat net avant impôts	-193,1	-309,6
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence § 4.11	6,7	14,7
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	7,8	15,8
Charges liées aux paiements en actions	0,0	0,0
Gains et pertes sur contrats de location	-126,5	-158,4
Dotations nettes aux amortissements et provisions	521,8	691,3
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	-4,3	-1,0
Charges nettes d'actualisation	1,6	1,2
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16	61,6	78,2
Dérivés financiers, résultat de change, coût amorti et autres	0,1	-5,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	104,3	244,3
Variation des stocks	-0,6	-51,0
Variation des clients et autres créances	38,4	334,0
Variation des fournisseurs et autres dettes	66,5	-38,8
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	379,9	570,7
Intérêts payés sur dettes locatives IFRS 16	-29,8	-72,3
Intérêts financiers payés	-26,8	-10,7
Intérêts financiers reçus	1,2	1,9
Impôt sur le résultat payé	-11,5	-22,3
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	312,9	467,3
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-65,3	-111,1
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽¹⁾	-13,4	-5,2
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-5,7	-105,1
Total Investissements	-84,4	-221,3
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	7,0	30,1
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée ⁽¹⁾	0,0	0,0
Cessions d'autres immobilisations financières	8,8	3,0
Total Désinvestissements	15,7	33,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-68,7	-188,2
Distribution mise en paiement	-4,2	-8,5
Achat d'actions propres	-10,2	-15,5
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-2,7	0,0
Remboursement d'emprunts à long terme	-1 133,1	-85,5
Remboursement des dettes locatives	-317,0	-329,6
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	12,2	26,0
Besoin de trésorerie (Financement)	-1 454,9	-413,0
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	0,0	0,0
Vente d'actions propres	11,1	12,5
Augmentation des capitaux propres	0,1	0,9
Augmentation des emprunts à long terme	869,3	1 699,1
Dégagement de trésorerie (Financement)	880,6	1 712,6
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-574,4	1 299,6
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-330,2	1 578,7
Trésorerie nette d'ouverture	1 593,6	142,4
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-1,4	-6,2
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	1 262,1	1 714,9

(1) Dont aucune trésorerie nette acquise et cédée sur le 1^{er} semestre 2021 et sur le 1^{er} semestre 2020.

(2) Dont 1 274,6 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 12,6 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2021 contre respectivement 1 742,2 millions d'euros et 27,3 millions d'euros au 30 juin 2020.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES**1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES****1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe**

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2021, arrêtés par le Directoire du 23 juillet 2021, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ont fait l'objet d'un examen limité par les auditeurs du Groupe.

S'agissant de comptes résumés, les comptes consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2020, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés résumés semestriels 2021 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2020, à l'exception de l'amendement aux normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4

et IFRS 16 : Réforme IBOR phase 2 applicable au 1^{er} janvier 2021 dont les analyses réalisées à ce jour ne montrent pas d'impacts significatifs.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer la décision IFRIC sur l'attribution des droits d'Indemnités de départ en retraite aux années d'ancienneté (IAS 19 Avantages du personnel) dont les mesures d'application sont en cours de précision et de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2021.

Enfin, le nouvel amendement à la norme IFRS 16 " Allégements de loyer liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 " n'a pas été appliqué par le groupe dans ses comptes consolidés semestriels.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels**1.3.1. Utilisation d'estimations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés résumés du premier semestre 2021 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité du marché publicitaire et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques.

1.3.2. Tests de perte de valeur

En raison des conditions économiques défavorables au 30 juin 2021 en lien avec la crise sanitaire de la Covid-19, un test de perte de valeur a été mené sur les immobilisations corporelles, incorporelles et les droits d'utilisation ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence, conformément aux dispositions d'IAS 36.

Actifs testés

Pour l'arrêté semestriel, les tests de perte de valeur ont été réalisés sur les UGT identifiées à risque lors des tests effectués au 31 décembre 2020 et pour lesquelles les données budgétaires 2021 définitives sont en baisse par rapport à celles du budget initial utilisé pour les tests de fin décembre. Le groupe n'a pas identifié d'indice de perte de valeur sur des UGT qui n'étaient pas identifiées comme à risque lors des tests effectués au 31 décembre 2020.

Taux utilisés

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 6,0 % à 17,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 6,0 % en 2021 (comme en 2020), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), en Amérique du Nord, au Japon, à Singapour, en Corée du Sud et en Australie.

Valeurs recouvrables

Pour l'arrêté semestriel, les valeurs recouvrables sont fondées sur une mise à jour des tests établis au 31 décembre 2020 : le flux 2021 a été réestimé sur la base du budget 2021 définitif et les paramètres des années 2022 à 2024

ont été revus avec les directions opérationnelles des UGT testées (taux de croissance, taux de marge et investissements). Les autres hypothèses structurantes des tests sont restées inchangées (notamment durée et renouvellement de contrats).

Le résultat de ces tests de perte de valeur est commenté au paragraphe 4.1 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles, les droits d'utilisation et les titres mis en équivalence ».

1.3.3. Réductions de loyers IFRS 16 dans le contexte de l'épidémie de Covid-19

Dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19 le Groupe a négocié avec ses concédants des réductions de loyers fixes ou minimums garantis sans contrepartie ni modification des autres termes du contrat.

Le Groupe a comptabilisé la baisse de la dette locative consécutive à ces réductions dans la marge opérationnelle pour les réductions obtenues en 2021 et n'allant pas au-delà du 30 juin 2021 ou celles présentant des clauses de force majeure. L'extinction de la dette comptabilisée en résultat est retraitée dans les flux opérationnels du tableau de flux de trésorerie. Pour les réductions couvrant une période allant au-delà du 30 juin 2021 et non couvertes par des clauses de force majeure contractuelle, elles ont été comptabilisées en modification de contrat.

1.3.4. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables et autres différences temporelles.

1.3.5. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2021 est de 1,9 % pour le Royaume-Uni (contre 1,35 % au 31 décembre 2020) et de 0,85 % pour la zone Euro (contre 0,35 % au 31 décembre 2020). Le taux d'actualisation moyen des provisions pour démontage est de 0,84 % (contre 0,47 % au 31 décembre 2020) et le taux d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, pour le principal engagement du Groupe, est nul (contre 0,13 % au 31 décembre 2020).

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues sur le premier semestre 2021 sont les suivantes :

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

En février 2021, JCDecaux UK Ltd a acquis 30 % de participations ne donnant pas le contrôle dans la société JCDecaux Small Cells Ltd au Royaume-Uni. Cette société qui était déjà consolidée en intégration globale est désormais détenue à 100 %.

2.2. Effets des acquisitions

Le Groupe n'a procédé à aucune prise de contrôle sur le premier semestre 2021.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Pour mesurer la performance opérationnelle du Groupe et éclairer les dirigeants sur leur prise de décision en cohérence avec les données historiques, l'information sectorielle est ajustée de :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle,
- L'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules (contrats « non core business »).

Ces deux ajustements sont conformes aux principes suivis dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO).

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2021

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont dites ajustées. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

3.1.1. Sur le premier semestre 2021

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2021 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	561,6	338,4	182,4	1 082,3
Marge opérationnelle	49,6	-10,0	-8,2	31,4
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	-83,8	-45,0	-34,6	-163,5
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	55,9	2,8	1,0	59,8

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 937,0 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 145,3 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette de provisions pour perte à terminaison relatives aux tests de perte de valeur des années précédentes de 3,5 millions d'euros : 0,6 million d'euros en Mobilier Urbain, 2,9 millions d'euros en Transport.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 082,3	-87,9	0,0	994,4
Marge opérationnelle	31,4	-16,0	395,4	410,8
Résultat d'exploitation	-163,5	-6,3	48,0	-121,8
Investissements corporels et incorporels nets	59,8	-1,5	0,0	58,4

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +25,3 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -23,0 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -87,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -92,3 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +4,4 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 994,4 millions d'euros.

L'impact de +395,4 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +48,0 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +395,4 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -365,0 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +17,9 millions d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -5,2 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +4,8 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

3.1.2. Sur le premier semestre 2020

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2020 se décompose comme suit :

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2021

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

En millions d'euros	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	479,9	423,0	172,6	1 075,4
Marge opérationnelle	-20,6	-11,3	-30,0	-61,8
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	-137,0	-56,9	-125,3	-319,2
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	68,7	9,3	6,4	84,5

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 943,4 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 132,0 millions d'euros.

(2) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -60,6 millions d'euros : 0,3 million d'euros en Mobilier Urbain, 0,5 million d'euros en Transport et -61,4 millions d'euros en Affichage.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

En millions d'euros	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 075,4	-106,9		968,6
Marge opérationnelle	-61,8	-11,2	567,3	494,3
Résultat d'exploitation	-319,2	1,0	105,9	-212,3
Investissements corporels et incorporels nets	84,5	-3,5		81,0

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +28,5 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -25,9 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -106,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -114,0 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +7,2 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 968,6 millions d'euros.

L'impact de +567,3 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +105,9 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +567,3 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -459,5 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,2 million d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -11,0 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +8,9 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

3.2. Information par zone géographique

3.2.1. Sur le premier semestre 2021

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2021 s'analyse comme suit :

En millions d'euros	Asie- Pacifique ⁽¹⁾	Europe ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	317,1	307,6	225,5	102,9	80,7	48,6	1 082,3

(1) Principalement Chine et Australie.

(2) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne et Belgique.

(3) Principalement Etats-Unis.

3.2.2. Sur le premier semestre 2020

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2020 s'analyse comme suit :

En millions d'euros	Asie- Pacifique ⁽¹⁾	Europe ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	303,2	283,9	189,2	108,2	98,5	92,5	1 075,4

(1) Principalement Chine et Australie.

(2) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Espagne et Belgique.

(3) Principalement Etats-Unis.

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2021

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

3.3. Autres informations

3.3.1. Sur le premier semestre 2021

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2021 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Données ajustées</i>	<i>Impact des coentreprises ⁽¹⁾</i>	<i>Impact IFRS 16 ⁽²⁾</i>	<i>Données IFRS</i>
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	-3,4	-0,6	317,0	312,9
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	71,0	-0,2	33,5	104,3
Investissements corporels et incorporels nets	-59,8	1,5	0,0	-58,4
Cash-Flow Disponible	-63,2	0,8	317,0	254,6

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

3.3.2. Sur le premier semestre 2020

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2020 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Données ajustées</i>	<i>Impact des coentreprises ⁽¹⁾</i>	<i>Impact IFRS 16 ⁽²⁾</i>	<i>Données IFRS</i>
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	154,0	-16,3	329,6	467,3
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	305,7	-25,9	-35,6	244,3
Investissements corporels et incorporels nets	-84,5	3,5		-81,0
Cash-Flow Disponible	69,5	-12,8	329,6	386,3

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles, les droits d'utilisation et les titres mis en équivalence

Au 30 juin 2021, aucune perte de valeur n'a été constatée sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles, les droits d'utilisation ou les titres mis en équivalence.

Les tests de sensibilité dont les résultats sont présentés ci-dessous ont été réalisés au niveau de chaque business plan de chaque UGT présentant un indice de perte de valeur. Lorsqu'une région abrite plusieurs UGT, le test est mené sur chacune des UGT composant la région en question.

- Sur la zone géographique Reste du Monde, deux tests de sensibilité ont été réalisés :
 - d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 200 points de base
 - d'autre part, en décalant d'une année dans les prévisions de flux de trésorerie la reprise économique suite à la crise de la Covid-19.
- Sur la France et le Royaume-Uni, deux tests de sensibilité ont été réalisés :
 - d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 50 points de base
 - d'autre part, en décalant d'une année dans les prévisions de flux de trésorerie la reprise économique suite à la crise de la Covid-19.

Les résultats des tests de sensibilité sont les suivants :

- Sur le groupement d'UGT Affichage Royaume-Uni et Roadside France, l'augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait pas de perte de valeur,
- Sur le groupement d'UGT Affichage Royaume-Uni et Roadside France, le décalage d'une année dans les prévisions des flux de trésorerie n'entraînerait pas de perte de valeur,
- Sur le groupement d'UGT Affichage Reste du Monde, l'augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -12,6 millions d'euros sur les actifs,
- Sur le groupement d'UGT Affichage Reste du Monde, le décalage d'une année dans les prévisions des flux de trésorerie entraînerait une perte de valeur de moins de -6,6 millions d'euros sur les actifs.

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2021

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

Les tests de perte de valeur réalisés au 30 juin 2020 sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation avaient conduit à constater en résultat d'exploitation une dotation nette de perte de valeur globale de -14,0 millions d'euros sur les immobilisations incorporelles et corporelles, une reprise nette de provision pour perte à terminaison de +1,4 million d'euros, ainsi qu'une perte de valeur des goodwill pour -48,0 millions d'euros relative à l'UGT Affichage Reste du Monde. Les tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation avaient eu un impact négatif de -55,9 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe au 30 juin 2020. Aucune perte de valeur n'avait été constatée sur les titres mis en équivalence au 30 juin 2020.

4.2. Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation s'élèvent à 3 090,8 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2021 contre 3 416,5 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une diminution de 325,7 millions d'euros. La baisse est liée principalement à la charge d'amortissement du premier semestre et aux renégociations de contrats.

4.3. Clients et autres débiteurs

La diminution des créances clients et autres débiteurs au 30 juin 2021 de 23,3 millions d'euros est principalement liée aux flux liés à l'activité pour 36,0 millions d'euros, en partie compensés par l'effet de change pour -14,0 millions d'euros.

Le Groupe a réalisé au 30 juin 2021 une cession ponctuelle sans recours de créances commerciales pour un encours de 87,2 millions d'euros. Les créances clients cédées sont décomptabilisées de l'état de situation financière au 30 juin 2021 en application des dispositions d'IFRS 9, la quasi-totalité des risques et avantages associés aux créances cédées étant transférés à la banque.

4.4. Capitaux propres

Au 30 juin 2021, en l'absence d'émission de nouvelles actions sur le premier semestre 2021, le capital est inchangé par rapport au 31 décembre 2020.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options au cours du premier semestre 2021.

Le Groupe détient 34 908 actions propres au 30 juin 2021.

L'Assemblée Générale du 20 mai 2021 a décidé l'absence de versement d'un dividende pour chacune des 212 902 810 actions composant le capital social au 31 décembre 2020.

4.5. Dette Financière

En millions d'euros		30/06/2021			31/12/2020		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	314,6	2 152,5	2 467,1	587,6	2 147,4	2 735,0
Instruments financiers dérivés actifs		-3,7		-3,7	-1,7		-1,7
Instruments financiers dérivés passifs		7,8		7,8	4,4		4,4
Instruments financiers dérivés de couverture	(2)	4,1	0,0	4,1	2,6	0,0	2,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		1 274,6		1 274,6	1 607,8		1 607,8
Concours bancaires		-12,6		-12,6	-14,2		-14,2
Trésorerie nette	(3)	1 262,1	0,0	1 262,1	1 593,6	0,0	1 593,6
Actifs financiers de trésorerie (**)	(4)	45,8	0,0	45,8	57,6	0,0	57,6
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-989,2	2 152,5	1 163,3	-1 061,0	2 147,4	1 086,3

(*) Au 30 juin 2021, le Groupe dispose de 1 274,6 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie contre 1 607,8 millions d'euros au 31 décembre 2020. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts en compte courant, de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 9,4 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2021, montant équivalent au 31 décembre 2020.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2021 sont constitués de 45,8 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 45,6 millions d'euros au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2020, les actifs financiers de trésorerie comprenaient également 12,0 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe. Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur de la dette financière du fait du coût amorti est le suivant (retraitement IFRS 9) :

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2021

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

En millions d'euros		30/06/2021			31/12/2020		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dettes financières brutes au bilan	(1)	314,6	2 152,5	2 467,1	587,6	2 147,4	2 735,0
Impact du coût amorti (Revalorisation IFRS 9)	(2)	0,3	-0,7	-0,4		-0,4	-0,4
Dettes financières économiques	(3)=(1)+(2)	314,9	2 151,7	2 466,7	587,6	2 147,0	2 734,6

Au 30 juin 2021, la dette financière du Groupe comprend principalement la dette portée par JCDecaux SA avec :

- des emprunts obligataires :
 - o 750 millions d'euros émis en 2016 à échéance juin 2023
 - o 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance octobre 2024
 - o 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance avril 2028
- un emprunt bancaire de 150 millions d'euros mis en place en 2020 à échéance avril 2025
- des billets de trésorerie pour 225 millions d'euros émis dans le cadre du programme de *Negotiable European Commercial Paper* (NEU CP) de JCDecaux SA d'un montant maximum de 750 millions d'euros.

Au 30 juin 2021, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (*swingline*). La maturité de cette ligne a été étendue au 30 juin 2026 suite à l'exercice d'une deuxième option d'extension à effet juillet 2021.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros imposent le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Par précaution, le Groupe a obtenu un *waiver* de la part des prêteurs sur ces deux financements pour les constatations du 31 décembre 2020 et du 31 décembre 2021. Le prochain covenant applicable sera donc sur la base des comptes du 31 décembre 2022 si la notation financière est inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's) à cette date.

JCDecaux SA est notée « Baa3 » perspective stable par Moody's et « BBB- » perspective négative par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 18 mars 2021, et celle de Standard and Poor's du 20 novembre 2020).

4.6. Dettes locatives

Les dettes locatives s'élèvent à 3 789,6 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 4 145,8 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une diminution de 356,2 millions d'euros. La baisse, principalement liée aux remboursements intervenus sur le semestre ainsi qu'aux fins de contrats et aux réductions de loyers fixes et minimums garantis obtenus dans le contexte de la Covid-19 est compensée en partie par des nouveaux contrats et renouvellements et un effet de change positif.

4.7. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 994,4 millions d'euros sur le premier semestre 2021 comparativement à 968,6 millions d'euros sur le premier semestre 2020, soit une hausse de 2,7 %.

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 854,2 millions d'euros sur le premier semestre 2021 (contre 846,3 millions d'euros sur le premier semestre 2020) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'élève à 140,2 millions d'euros sur le premier semestre 2021 (contre 122,3 millions d'euros sur le premier semestre 2020).

4.8. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2021, le résultat d'exploitation s'élève à -121,8 millions d'euros contre -212,3 millions d'euros sur le premier semestre 2020. Cette amélioration de 90,5 millions d'euros, malgré la diminution de 83,5 millions d'euros de la marge opérationnelle, est essentiellement liée à la diminution des charges d'amortissements et aux charges de dépréciations nettes constatées suite au test de pertes de valeur réalisé au 30 juin 2020, ainsi que dans une moindre mesure à l'effet positif de modifications de contrats de location core business.

4.9. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2021, le résultat financier s'élève à -64,6 millions d'euros contre -82,7 millions d'euros sur le premier semestre 2020. Cette amélioration de +18,1 millions d'euros du résultat financier provient principalement de la baisse des charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS16 pour 26,2 millions d'euros. Cette amélioration est compensée en partie par une hausse du coût de l'endettement net de 8,4 millions d'euros en lien

avec la mise en place de nouveaux financements par JCDecaux SA, notamment d'emprunts obligataires pour 1,2 milliard d'euros.

4.10. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe enregistre un produit d'impôt de 33,6 millions d'euros contre un produit de 43,8 millions d'euros sur le premier semestre 2020. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill, prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires ressort à 18,2 % sur le premier semestre 2021 contre 17,8 % sur le premier semestre 2020.

4.11. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2021, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à -12,1 millions d'euros contre -13,1 millions d'euros sur le premier semestre 2020, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 5,5 millions d'euros sur le premier semestre 2021 contre -1,6 million d'euros sur le premier semestre 2020.

5. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les principales sources d'évolution significative au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2021 par rapport au 31 décembre 2020 sont :

- une augmentation de 126,1 millions d'euros des engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels,
- une augmentation de 10,3 millions d'euros d'engagements sur les contrats de location signés non démarrés.

6. SAISONNALITÉ

Hors effet Covid-19, l'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. Au regard des incidences de cette épidémie sur le résultat opérationnel du premier semestre et de son évolution à venir incertaine les résultats intermédiaires au 30 juin 2021 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2021.

7. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2021, il n'y a pas de variation significative dans l'état de situation financière des relations entre le Groupe et les parties liées. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2020.

8. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

JCDecaux SA

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

A l'Assemblée Générale,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société JCDecaux SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2021

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Paris-La Défense, le 29 juillet 2021

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Quelin

Grégoire Menou

Aymeric de La Morandière

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-François Decaux

Président du Directoire et Co-Directeur Général